



## COLLOQUE « LE BLUES DES ÉLU·E·S »

Gembloux, le 23 mai 2023

### RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE DE L'UVCW Présentés par *Maxime DAYE, Président*

\*

Enquête réalisée par **Dedicated**

\*

*Exploitation des résultats par  
Michèle BOVERIE, Secrétaire générale*

***Cette enquête a été réalisée par l'institut de sondage indépendant Dedicated, du 8.2 au 27.3.2023. Nous remercions son CEO, Sacha Dumoulin.***

Voir <https://www.dedicated.be/fr>.

*Nous remercions également les membres du Bureau, Messieurs Maxime Daye (Bourgmestre de Braine-le-Comte), Président et Pol-Olivier Delannois (Bourgmestre de Tournai), Jean-Michel Javaux (Bourgmestre d'Amay) et Jean-Paul Bastin (Bourgmestre de Malmedy), Vice-présidents, ainsi que Madame Michèle Boverie, Secrétaire générale et son équipe du Centre de documentation de l'UVCW (Madame Pascale Desarcy et Monsieur Patrick Remy, documentalistes) qui se sont toutes et tous fortement investis dans le projet.*

**Dans les lignes qui suivent, l'Union des Villes et Communes de Wallonie dévoile les résultats de l'enquête sur le « Blues des élu·e·s » qu'elle a menée durant ce premier trimestre 2023, en collaboration avec un prestataire bien connu pour la qualité de ses sondages, le bureau d'études indépendant *Dedicated*.**

**Comme l'ensemble des municipalistes, l'UVCW a été interpellée par les attaques contre les mandataires, les démissions d'élus, cette ambiance morose qui étreignait soudain les décideurs locaux, fatigués après les crises et en interrogation face aux évolutions d'une société de plus en plus anxieuse face aux défis, existentiels, de notre temps.**

**Les bourgmestres du Bureau ont participé à une audition devant la Commission des pouvoirs locaux du Parlement de Wallonie en mai 2022 ; l'idée avait alors germé de lancer une enquête parmi les membres des collèges – bourgmestres, échevins et présidents de CPAS – afin de leur donner la parole et de constituer la première pierre d'un « baromètre » de la démocratie locale vue au travers des femmes et des hommes qui la servent au premier chef.**

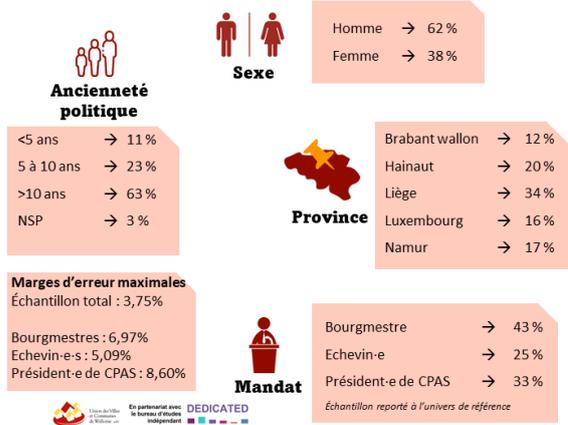
# ÉCHANTILLON ET PROFIL DES ÉLU·E·S RÉPONDANT·E·S

483 réponses

## Description de l'échantillon

Terrain réalisé du 8 février au 27 mars 2023

4 Champs de classification

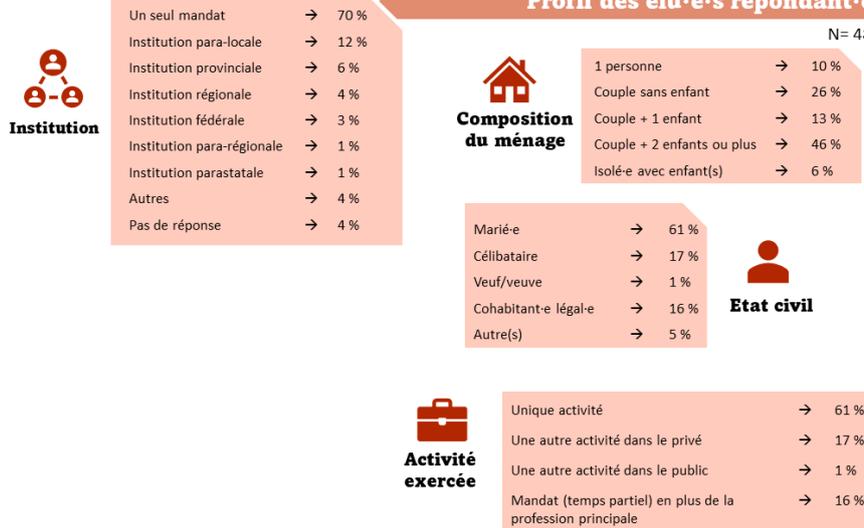


© Dedicatad 2023

1

## Profil des élu·e·s répondant·e·s

N= 483



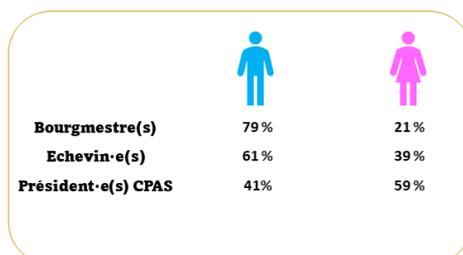
© Dedicatad 2023

2

## Profil des élu·e·s répondant·e·s

N= 483

### Répartition du genre selon le mandat

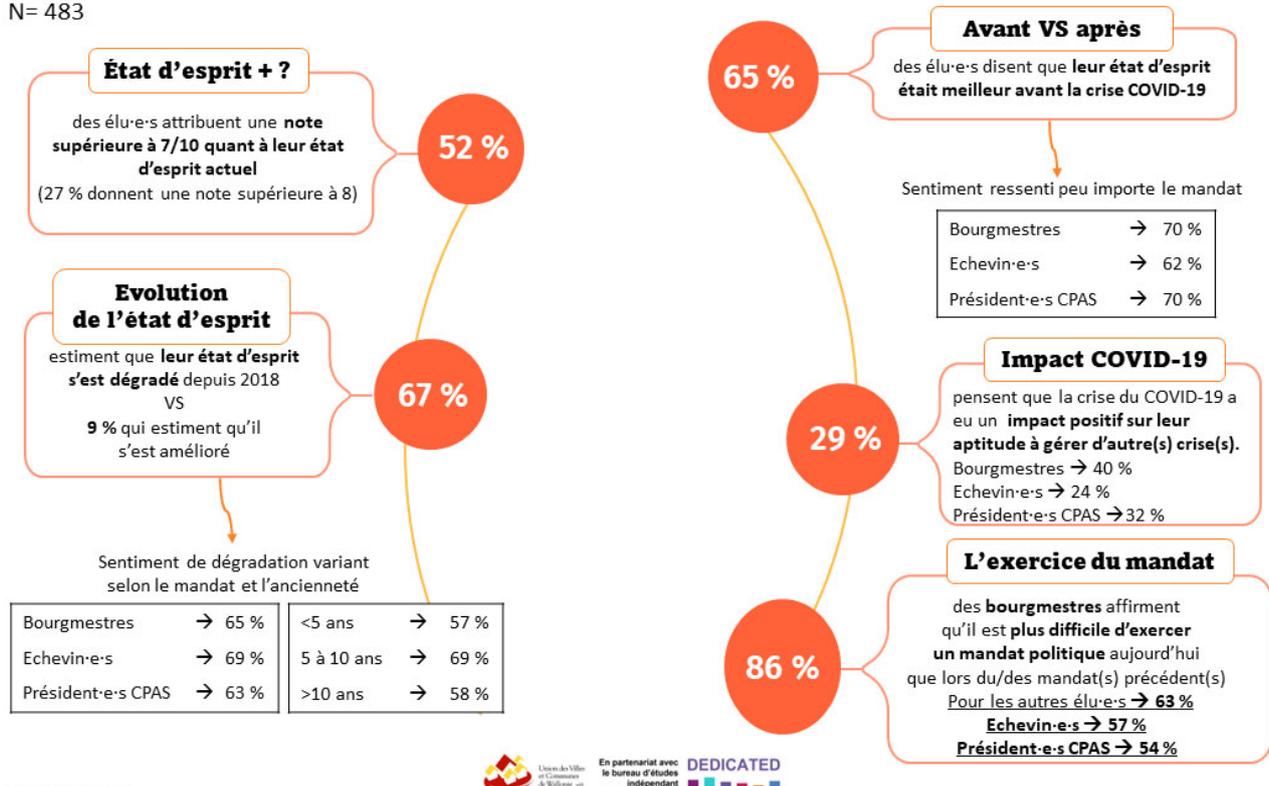


© Dedicatad 2023

3

## TOUT D'ABORD, QUEL EST L'ÉTAT D'ESPRIT DES ÉLU·E·S AUJOURD'HUI ?

N= 483



4

Verre à moitié rempli ou à moitié vide, **52 %** des élu·e·s révèlent qu'ils ont un **état d'esprit positif** (avec une note de 7 sur 10 et plus).

Toutefois, globalement, **67 %** - soit quasiment **7 élu·e·s sur 10** - estiment que leur état d'esprit **s'est dégradé ces 4 dernières années**.

Le sentiment de dégradation variant selon l'ancienneté du mandat, les jeunes semblant mieux « tenir le coup ».

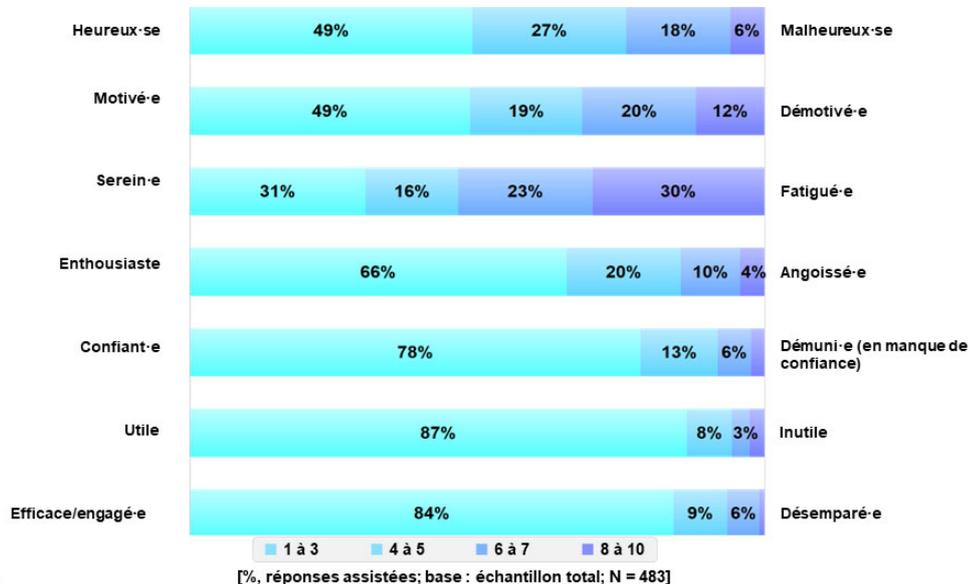
Ce sentiment de « blues » est donc **bien réel** chez nos répondants.

**65 %** soulignent que la crise **de la COVID-19** est passée par là. Tous mandats confondus, cette pandémie a laissé des traces.

Si **30 %** des élu·e·s (dont **40 %** de bourgmestres) estiment que la crise de la COVID-19 a eu un impact positif sur leur aptitude à gérer d'autres crises, **70 %** d'entre eux n'en ont retiré... que du négatif.

Enfin, et c'est très interpellant, **86 % des bourgmestres et 63 % des élu·e·s**, tous mandats confondus sont unanimes pour dire qu'il est **plus difficile d'exercer un mandat politique** aujourd'hui que lors de la ou des mandature(s) précédente(s).

Les élu·e·s se sentent :



© Dedicated 2023

[%, réponses assistées; base : échantillon total; N = 483]

5

L'optimisme revient toutefois un peu quand on découvre que l'élu·e continue à être **engagé·e**, à **se sentir utile, confiant·e** même et reste **enthousiaste**.

Mais elle ou il devient **fatigué·e**, sa sérénité n'est pas au beau fixe et sa **motivation décline**.

Est-elle heureuse, est-il **heureux** ? C'est désormais du 50/50.

L'état d'esprit des élu·e·s

N 483

« Tout à fait » & « Plutôt d'accord »

Affirmations	%
 Vous avez le sentiment d'avoir un <b>devoir envers le citoyen</b>	96 %
Vous occupez un mandat dont vous êtes <b>fier·ère</b>	91 %
Votre mission a <b>du sens</b> pour vous	87 %
Vous vous <b>épanouissez</b> dans votre mandat	65 % 
Affirmations	%
Votre mandat demande <b>beaucoup de sacrifices</b> (disponibilité, implication, concentration, ...)	94 %
 Il vous arrive <b>d'être démotivé·e</b>	67 % (femmes 71 % - hommes 65 %)
La <b>charge psychosociale</b> de votre mandat est trop élevée	66 % (femmes 71 % - hommes 63 %)
Vous avez déjà pensé <b>arrêter votre mandat</b> en cours de mandature	55 % 
Vous vous sentez <b>dépassé·e</b>	23 % 

En partenariat avec le bureau d'études indépendant DEDICATED

Le mandataire exécutif reste toutefois **fier de son mandat**, lequel **fait sens** pour lui et son sentiment **de devoir envers le citoyen** est toujours très fort (à 96 %). Ce qui fait souvent dire à nombre d'entre nous que le « *mandat local reste le plus beau des mandats* ».

Mais, attention, **seuls 65 % des élu·e·s s'y épanouissent** encore, car ce mandat demande beaucoup de sacrifices (pour 94 % de nos répondants). La **charge psychosociale** est élevée (et on remarquera qu'elle l'est plus encore **pour les dames mandataires**).

L'écosystème des mandataires est tel qu'ils ne s'épanouissent plus dans la durée.

Il arrive à **7 élu·e·s sur 10 d'être démotivé·e·s** (et à nouveau la tendance est un peu plus élevée chez les dames).

Et tous mandats confondus, **plus de 5 élu·e·s sur 10 ont déjà songé à arrêter leur mandat** en cours de cette mandature !

Enfin, 23 % de nos répondant·e·s admettent se **sentir « dépassé·e·s »**.

### L'état d'esprit : impacts positifs

Cités « positifs » par % des répondants  
N 483

- La proximité avec les citoyens (72 %)
- La diversité des tâches à accomplir (70 %)
- Le soutien des pairs (65 %)
- L'environnement de travail (54 %)
- La transparence imposée dans le cadre du mandat (51 %)
- Le soutien de UVCW (50 %)
- La rémunération (38 %)
- Le soutien des paraloaux (30 %)  
(intercommunales, CPAS, SLSP, zones de police, zones de secours...)

#### Soutien des pairs

Bourgmestres	→	73 %
Echevin·e·s	→	64 %
Président·e·s CPAS	→	57 %

#### Rémunération

Bourgmestres	→	25 %
Echevin·e·s	→	43 %
Président·e·s CPAS	→	39 %

#### Soutien des paraloaux

Bourgmestres	→	41 %
Echevin·e·s	→	26 %
Président·e·s CPAS	→	28 %

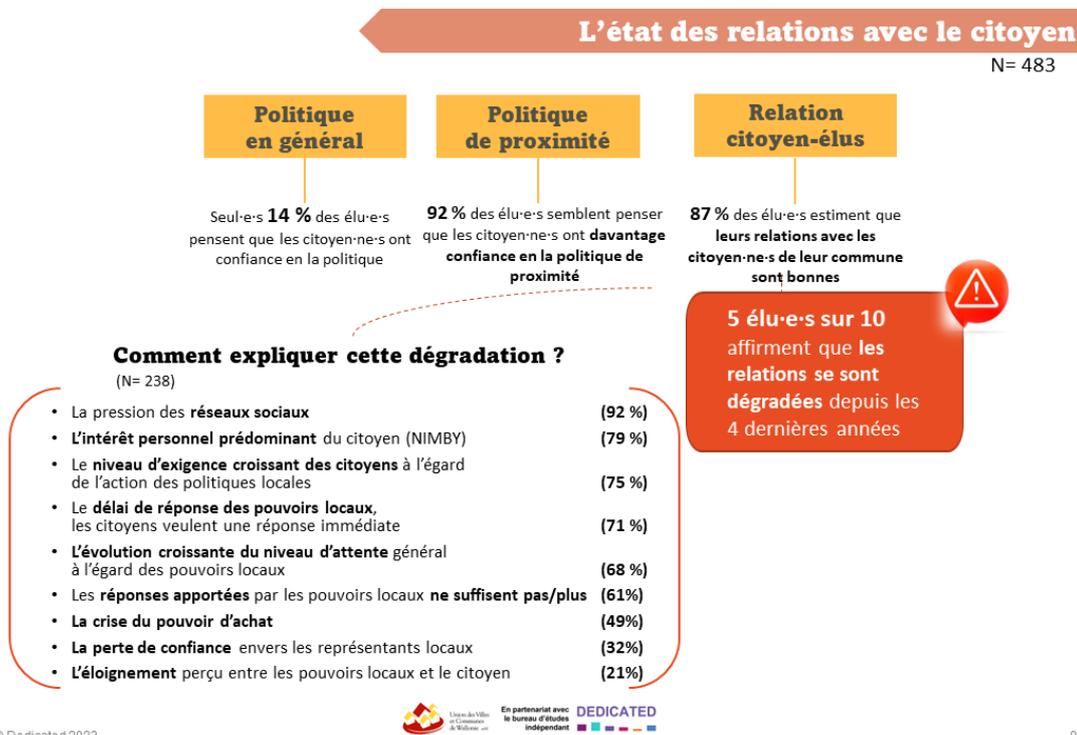
### Qu'est-ce qui soutient les élu·e·s ?

- La proximité avec les citoyens
- La diversité des tâches à accomplir
- Le soutien des pairs
- L'environnement de travail (c'est-à-dire la relation avec leur administration)
- Le soutien de l'UVCW (plébiscité par un·e élu·e sur deux, un tout grand merci pour votre retour et votre confiance)
- La rémunération (mais seulement 25 % des bourgmestres sont « très positifs » et « plutôt positifs » quant à leur traitement, ce qui me paraît devoir être souligné, nous y reviendrons)
- Le soutien des paraloaux.

Et qu'est-ce qui les mine ?

- Le nombre de réunions (tous types confondus) (cité par 53 % des répondant·e·s)
- Le manque de soutien logistique des autorités supérieures (cité par 51 % des répondant·e·s)
- Le déséquilibre entre vie privée et vie professionnelle (cité par 49 % des répondant·e·s)
- Le manque de soutien financier des autorités supérieures (cité par 49 % des répondant·e·s)
- L'évolution de la profession (cité par 43 % des répondant·e·s)
- La charge de travail quotidienne (cité par 41 % des répondant·e·s)
- La presse (cité par 36 % des répondant·e·s)
- Les mauvais rapports entre les différents partis du conseil communal (cité par 34 % des répondant·e·s).

Les élu·e·s sont en place pour s'occuper de la population établie sur le territoire de leur commune. Notre première thématique, après avoir scruté l'état d'esprit des élu·e·s, sera donc de nous intéresser aux **RELATIONS ENTRE LES ÉLU·E·S ET LES CITOYENS**



Il est clair que, si les élu·e·s ne se font guère d'illusions sur le sentiment des citoyens envers la politique en général, ils estiment toujours que c'est différent pour la politique locale, de proximité.

En effet, **92 % des élu·e·s estiment que les citoyen·ne·s ont davantage confiance dans la politique de proximité.**

De manière factuelle, 87 % des répondants nous disent avoir une **bonne relation** avec les citoyen·ne·s de leur commune.

Voilà qui doit être souligné : le « politique », dans son ensemble, n'a pas bonne presse, c'est malheureusement devenu une évidence dans notre société. Mais le **politique « local »** est encore épargné.

Toutefois, 5 élus sur 10 notent une **dégradation de la relation** depuis ces quatre dernières années.

### Quelles raisons donner à cette dégradation ?

Les élu·e·s s'expriment :

- > C'est la pression des **réseaux sociaux** qui est pointée du doigt en premier (**à 92 %**)
- > Ensuite vient **l'intérêt personnel prédominant** du citoyen, pour ne pas dire son individualisme, voire son égoïsme. C'est ici le phénomène NIMBY qui resurgit.
- > Le **niveau d'exigence croissant des citoyen(ne)s** à l'égard de l'action des politiques locales et le besoin d'avoir une **réponse immédiate** sont soulignés par les trois-quarts de nos répondants
- > Le niveau d'attente général à l'égard des pouvoirs locaux est indubitablement en augmentation ces dernières années.

Par ailleurs, les élu·e·s ont l'impression que les **réponses apportées** par les pouvoirs locaux **ne suffisent pas/plus**. La **crise du pouvoir d'achat et la perte de confiance** envers les représentants locaux sont passées par là et **21 %** de nos répondants déplorent un **éloignement** entre le citoyen et les élus.

Les élu·e·s répondant·e·s pointent donc du doigt les **réseaux sociaux** comme première cause de la dégradation de leurs relations avec la population. Nous avons donc souhaité faire un **FOCUS SUR LES DÉRIVES DES RÉSEAUX SOCIAUX**.

### Niveau d'adhésion aux réseaux sociaux et taux d'utilisation

N= 483

**5,75/10** niveau moyen d'adhésion globale aux réseaux sociaux

**6,08/10** niveau moyen d'adhésion aux réseaux sociaux chez les jeunes élu·e·s (<5 ans en politique)

Niveau d'appétence des jeunes élu·e·s (<5 ans en politique) aux RS : **60 %**

Niveau d'appétence des plus anciens (11 ans et plus d'ancienneté) : **37 %**

Mais **86 %** des élu·e·s utilisent les réseaux sociaux pour communiquer avec les citoyen·ne·s

L'adhésion des élu·e·s aux réseaux sociaux est assez ambivalente. D'une part, on sait que c'est utile et rapide, mais d'autre part, on dénonce les réseaux sociaux comme un lieu à « tout dire », terrain de dénigrement collectif et politique (*bashing*) et de rumeurs et fausses nouvelles (*fake news*).

C'est si simple sur Internet : pas de filtre, pas de face à face, une facilité à se « lâcher » doublée d'un sentiment d'impunité.

Le **niveau d'adhésion** aux réseaux sociaux comme moyen de communication vers le citoyen est, en moyenne, de **5,75 sur 10** (tous mandats confondus, pour les femmes comme pour les hommes). À noter que les jeunes mandataires (mandat exercé depuis moins de 5 ans) portent leur cotation à **6,08 sur 10** (mais pas plus haut).

L'**appétence** aux réseaux sociaux des jeunes mandataires est, sans surprise, plus élevée (60 %) que celle des élus plus âgés (37 %).

Mais quoi qu'il en soit, il faut vivre avec son temps et **86 %** des mandataires utilisent les réseaux sociaux pour communiquer avec leurs citoyens.

DEDICATED

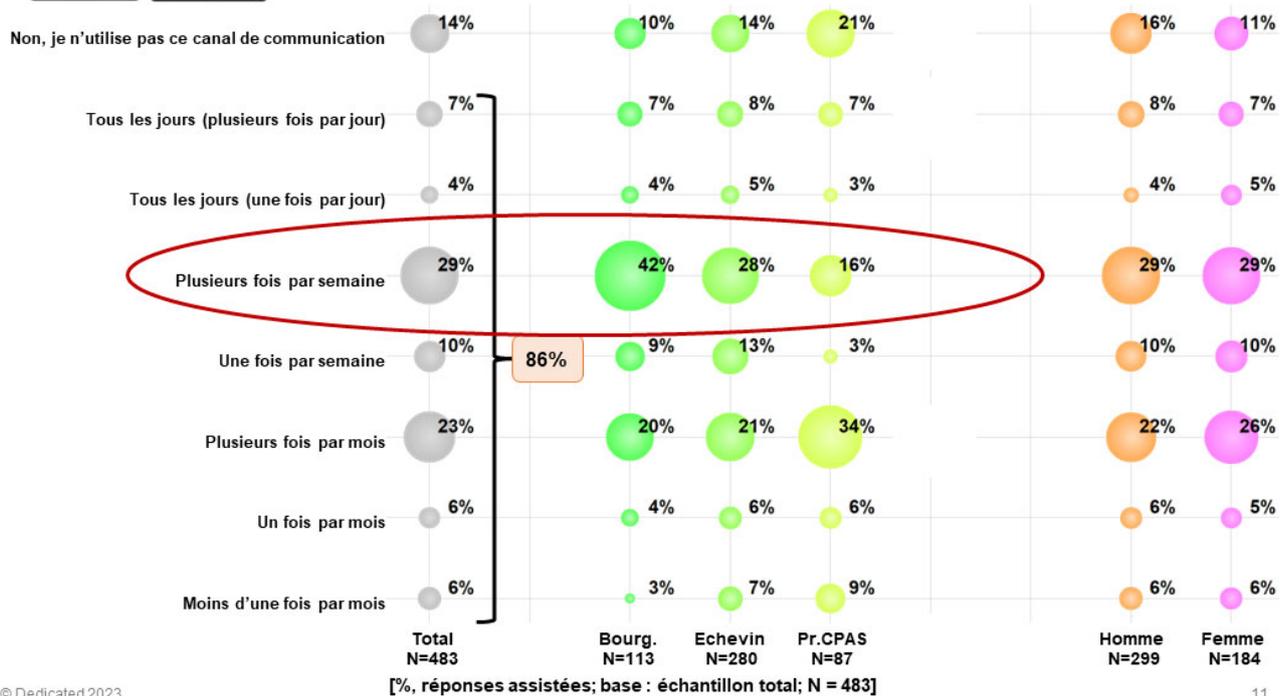


## L'utilisation des réseaux sociaux : fréquence



Visitez notre page Facebook

Téléchargez notre application mobile:



Selon quelle fréquence ?

Généralement, **plusieurs fois par semaine**.

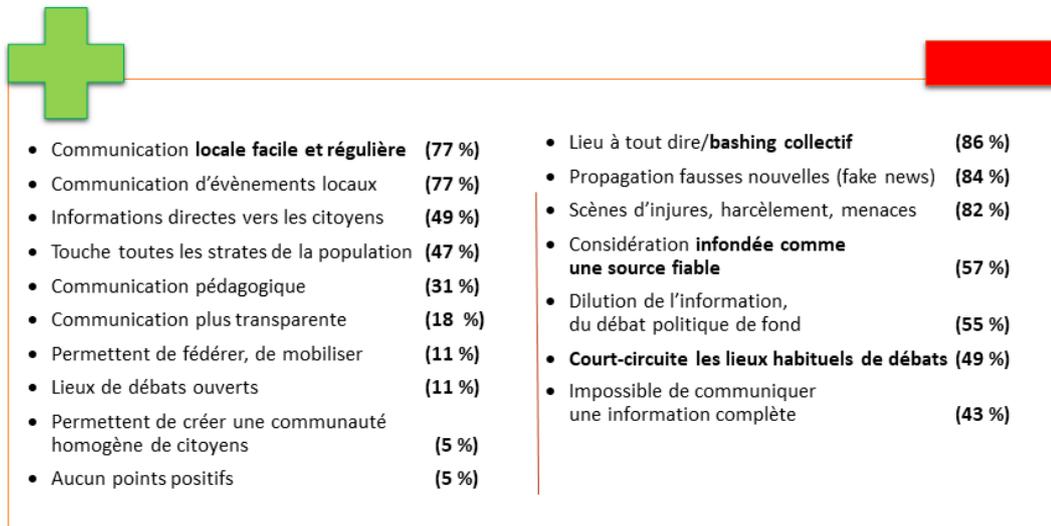
Et l'on peut constater que les bourgmestres sont de gros consommateurs.

Quant aux **informations communiquées**, nos répondant·e·s citent :

- l'organisation d'événements (91 %) ;
- les campagnes de sensibilisation (70 %) ;
- la communication sur leur présence sur le terrain (52 %) ;
- les annonces de perturbation du trafic (50 %) ;
- des invitations à participer à la vie politique communale (conseils consultatifs, etc.) (40 %) ;
- le résultat des conseils communaux (26 %) ;
- des événements importants de la vie privée (25 %) ;
- autres (12 %).

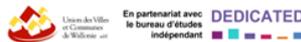
## Points forts et points faibles des réseaux sociaux selon les élu·e·s

N= 483



N 483

© Dedicated 2023



13

Quant au **point fort des réseaux sociaux**, les mandataires s'accordent généralement sur la facilité de communiquer par ce biais sur les événements locaux.

Quant aux **points faibles**, on relève bien évidemment les potentiels lieux de *bashing* collectif (et politique) que les réseaux sociaux peuvent vite devenir. Avec les nouvelles technologies de l'intelligence artificielle, il deviendra toujours plus facile de diffuser de fausses nouvelles (*fake news*) et avec la tendance d'un public naïf à croire les informations sur les réseaux (et à croire les *influenceurs* surtout si ceux-ci sont, en fin de compte, des bonimenteurs), on peut malheureusement s'attendre à tout.

Dans ces points faibles, nous soulignerons tout particulièrement un point que les élu·e·s relèvent : les réseaux sociaux **court-circuitent les lieux de débats habituels** et nous ajouterons que tout passe dans **l'immédiateté, le lapidaire voire le superficiel**.

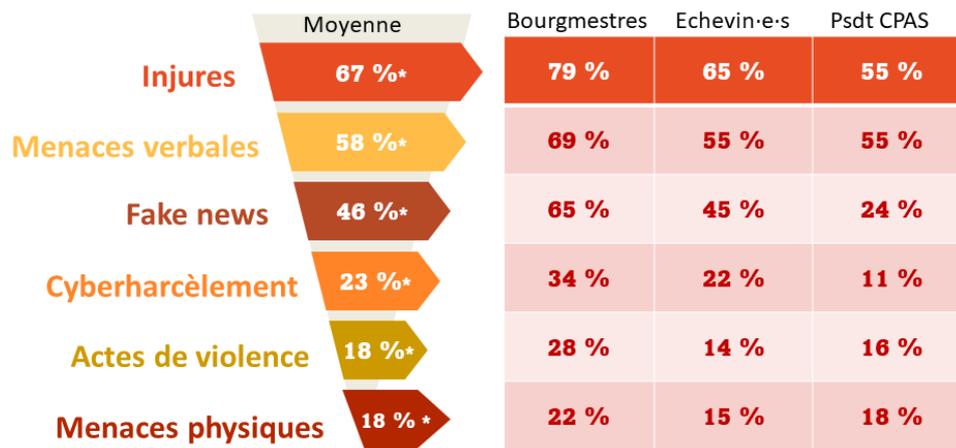
On s'éloigne de plus en plus du **débat de fond** et les réseaux sociaux changent la relation entre le citoyen et l'élu·e.

Cette relation peut même **devenir conflictuelle**. Nous avons aussi fait un **FOCUS SUR LES VIOLENCES FAITES AUX ÉLU·E·S**

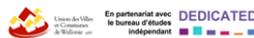
La tension entre les élu·e·s et les citoyens atteint son paroxysme dans les **conflits violents** qui les opposent.

**La violence envers les élu·e·s**

N= 483



© Dedicated 2023



14

Nos répondants nous ont donc cité les violences dont ils/elles sont victimes : injures, menaces verbales, « fake news », cyberharcèlement, actes de violence, menaces physiques.

On constate que c'est le **bourgmestre qui est souvent la cible** des citoyens violents. Il est (largement) au-dessus de la moyenne sur tous les items.

Il ressort de notre enquête que **6 élu·e·s sur 10** répliquent à ces attaques.

Nos répondants font passer en premier la prise de contact pour une discussion franche et directe avec le citoyen (25 %).

14 % déposent plainte à la police et une minorité (4 %) n'hésite pas à diligenter une procédure au pénal ou au civil.

9 % se constituent un dossier utilisable en cas de récidive.

Après la relation avec les citoyens, ce sont les **relations avec les autorités supérieures** et leur impact sur l'état d'esprit des élu·e·s que nous aborderons

## Relation entre les élu·e·s et les autorités supérieures

N= 483

### 43 %

des élu·e·s **donnent une note de 1 à 5** quant à leur satisfaction globale vis-à-vis de leurs relations avec les autorités supérieures

Bourgmestres	→	51 %
Echevin·e·s	→	38 %
Président·e·s CPAS	→	45 %



### Niveau de satisfaction par item

(% de répondants satisfaits ou tout à fait satisfaits)

- Contenu de l'information reçue (36 %)
- Soutien financier pour la mise en œuvre de la politique locale (31 %)
- Respect et considération (30 %)
- Autonomie des Pouvoirs locaux par rapport aux autorités supérieures (28 %)
- L'évolution de la responsabilité des élus (26 %)
- La fréquence des relations (25 %)
- La clarté de l'information (24 %)
- Soutien logistique pour la mise en œuvre de la politique locale (18 %)
- Appels à projet (lourdeurs) (12 %)
- Pertinence des démarches administratives (10 %)
- Facilité des démarches administratives (lourdeur) (10 %)
- Connaissance du terrain local (méconnaissance) (10 %)
- Concertation (absence) (8 %)
- Confiance vis-à-vis du local (méfiance) (3 %)

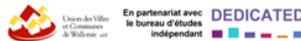
### 36 %

des élu·e·s **donnent une note de 7 à 10** quant à leur satisfaction globale vis-à-vis de leurs relations avec les autorités supérieures

Bourgmestres	→	26 %
Echevin·e·s	→	40 %
Président·e·s CPAS	→	34 %



© Dedicated 2023



16

Face aux résultats, c'est un peu le verre à moitié plein, à moitié vide, puisque 43 % des répondant·e·s ne donnent pas une note supérieure à 5/10 à leurs relations avec les autorités supérieures. D'un autre côté, 36 % des élu·e·s leur accordent une note de 7/10 et plus.

Les réponses sont quelque peu contrastées selon le type de mandat, les bourgmestres étant les plus exigeants et les plus critiques.

Il est intéressant de parcourir le niveau de satisfaction par items et de constater que les élu·e·s sont en demande d'une meilleure **information**, d'un **soutien financier**, mais aussi de **respect et de considération** de la part des autorités supérieures (pourcentage de 36 à 30 %).

Le besoin d'**autonomie** est également mis en avant, tout comme l'**évolution (lourde) des responsabilités**.

Le **soutien logistique**, la lassitude face aux **appels à projets**, les interrogations quant à la **pertinence des démarches administratives**, leur lourdeur, la **méconnaissance du terrain local**, la **méfiance des autorités supérieures** envers les autorités locales et le souhait d'une meilleure concertation terminent la liste des doléances.

Nous en venons maintenant aux **RELATIONS DES ÉLU·E·S AVEC LEUR ADMINISTRATION** (ce que nous avons dénommé dans l'enquête « l'environnement de travail des élu·e·s »)

Tous mandats confondus, les élu·e·s sont **globalement satisfait·e·s** de leur environnement de travail : **6 élu·e·s sur 10** donnent une cotation de 7/10 et plus.

La **qualité des grades légaux**, ainsi que leur motivation, est soulignée à quelque 70 %.

Il en va de même pour **les agents**, avec toutefois un petit fléchissement dans les pourcentages qui s'explique par ce que l'ensemble de nos répondants déplorent :

- le **manque d'attractivité du secteur public** de manière globale (souligné à 78 %)
- et le **manque de capacité à attirer et à garder les profils intéressants** au sein des pouvoirs locaux (pointé à 75 %).

Dans le contexte que nous venons de parcourir, comment les mandataires vivent-ils donc leur mandat ?

## L'ÉLU·E ET L'EXERCICE DE SON MANDAT

### La difficulté à exercer un mandat politique

N 483

**66 %** des élu·e·s considèrent que le mandat est difficile à assumer de manière générale

Observation selon le mandat et l'ancienneté

Bourgmestres	→	70%	<5 ans	→	77%
Echevin·e·s	→	65%	5 à 10 ans	→	72%
Président·e·s CPAS	→	62%	>10 ans	→	62%

**63 %** des élu·e·s considèrent que le mandat actuel est **plus difficile** à assumer que leur(s) mandat(s) précédent(s)

Bourgmestres	→	86%
Echevin·e·s	→	57%
Président·e·s CPAS	→	54%

La réponse est claire et nette : pour **66 % des répondant·e·s, le mandat exécutif est difficile à exercer**. Les bourgmestres font même monter ce pourcentage à **70 %**.

Bref, **7 bourgmestres sur 10 mesurent les difficultés de leur mandat**.

On constate aussi que cette difficulté varie avec l'ancienneté politique : de 77 % pour les jeunes élus, mais toujours quelque 62 % pour ceux qui ont plus de 10 ans d'expérience.

Enfin, 63 % des élu·e·s estiment que leur mandat actuel **est plus difficile à assumer que leur(s) mandat(s) précédent(s)**. Et jusqu'à 86 % de bourgmestres soulignent cet état de fait.

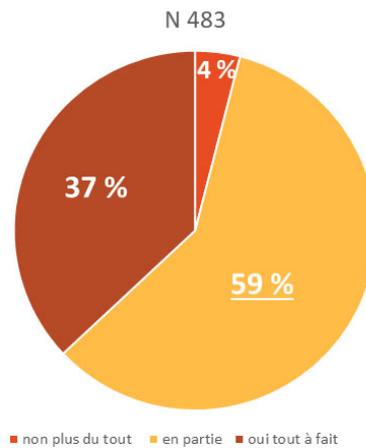
Alors, les mandataires se retrouvent-ils toujours dans leur mandat et les missions qui leur sont attribuées ?

## L'ÉLU·E ET SON MANDAT : LES MISSIONS QUI LUI SONT ATTRIBUÉES

## Les missions attribuées aux élu·e·s

N= 483

Vous retrouvez-vous dans les missions que vous devez assumer ?



© Dedicated 2023

Union des Villes et Communes de Wallonie asbl  
En partenariat avec le bureau d'études indépendant DEDICATED

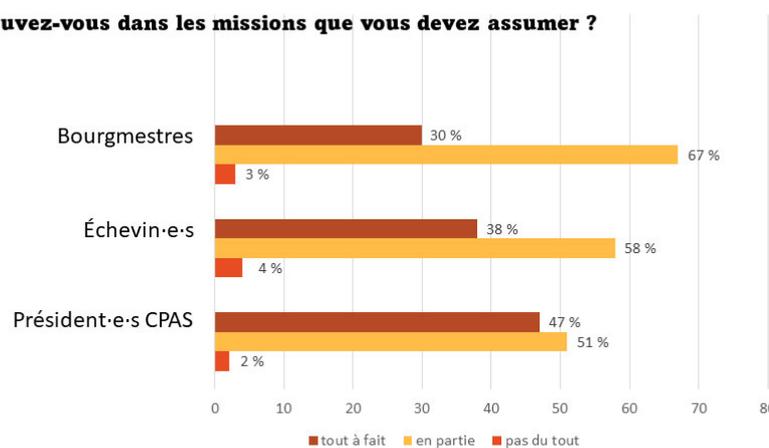
20

Tous mandats confondus, pour **37 %** des élus, c'est un **oui franc**.

Mais **59 %** disent **s'y retrouver en partie seulement** et **4 %** ne s'y retrouvent plus du tout.

## Les missions attribuées aux élu·e·s

Vous retrouvez-vous dans les missions que vous devez assumer ?



© Dedicated 2023

Union des Villes et Communes de Wallonie asbl  
En partenariat avec le bureau d'études indépendant DEDICATED

21

Si nous scrutons les réponses mandat par mandat, les **bourgmestres deviennent les plus sceptiques** puisque seuls 30 % se retrouvent tout à fait dans les missions qu'ils assument, 67 % ne s'y retrouvent qu'en partie et 3 %, plus du tout.

Finalement, c'est le président de CPAS qui continue à s'y retrouver le mieux.

## Les missions attribuées aux élu·e·s

50 %

des élu·e·s pensent que certaines missions ne devraient pas être du ressort des politiques locales/communales

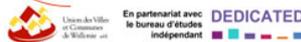
## Quelles missions ne devraient plus incomber aux communes ?

N= 483

% d'élu·e·s tout mandat confondu ayant cité ces missions en réponses spontanées  
N 242

		bourgmestres
• Les zones de polices	(14 %)	(18 %)
• Les zones de secours	(13 %)	(18 %)
• La gestion de crises (réfugiés, inondations,...)	(11 %)	(13 %)
• L'urbanisme	(8 %)	
• Les travaux publics (voiries, éclairage public, ponts, etc.)	(7 %)	
• L'enseignement	(7 %)	
• Les matières environnementales	(5 %)	
• La gestion des déchets	(5 %)	
• Les sanctions administratives	(4 %)	
• Les structures d'accueil (crèches, MR/MRS)	(4 %)	
• Le refinancement du CPAS	(3 %)	
• Les infrastructures sportives et culturelles	(3 %)	
• Les cultes	(2 %)	
• La mobilité	(2 %)	

© Dedicated 2023



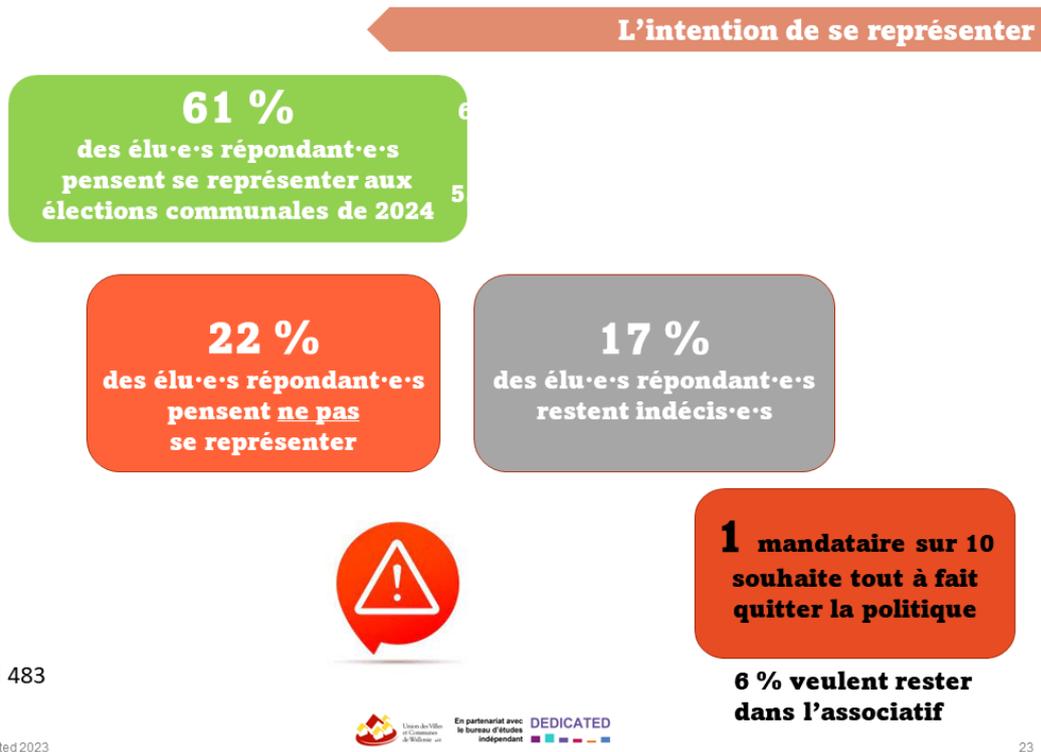
22

1 élu·e sur 2 estime que **certaines missions ne devraient plus/pas être du ressort des politiques communales et locales.**

La réflexion est lancée et devra être approfondie, car les réponses spontanées données par nos répondants fusent un peu dans tous les sens et on peut davantage en conclure que les élu·e·s tiennent à conserver les missions citées.

Toutefois, **3 items se détachent : les zones de police, les zones de secours et la gestion de crises.** Remarquons qu'au niveau des seuls bourgmestres, pour 18 % d'entre eux/elles, la gestion des zones de police et de secours devrait relever d'un autre niveau de pouvoir, et pour 13 % la gestion de crises ne devrait pas leur incomber.

## L'INTENTION DE SE REPRÉSENTER AUX ÉLECTIONS DE 2024



61 % des élu·e·s répondant envisagent de se représenter.

22 % pensent ne pas se représenter et 17 % restent indécis à ce stade.

Ce résultat nous interpelle, car, tout de même, **4 élus sur 10** ne montrent guère d'enthousiasme à envisager positivement leur avenir politique à court terme.

On notera qu'**1 élu·e sur 10** souhaite quitter définitivement la politique (et que 6 % d'entre eux/elles entendent rester dans l'associatif).

L'Union des Villes et Communes de Wallonie vous fait part de sa plus vive inquiétude : **4 mandataires exécutifs sur 10** qui envisagent de jeter l'éponge, c'est énorme ! Si cette tendance devait se confirmer, la démocratie locale en Wallonie serait réellement en grand danger.

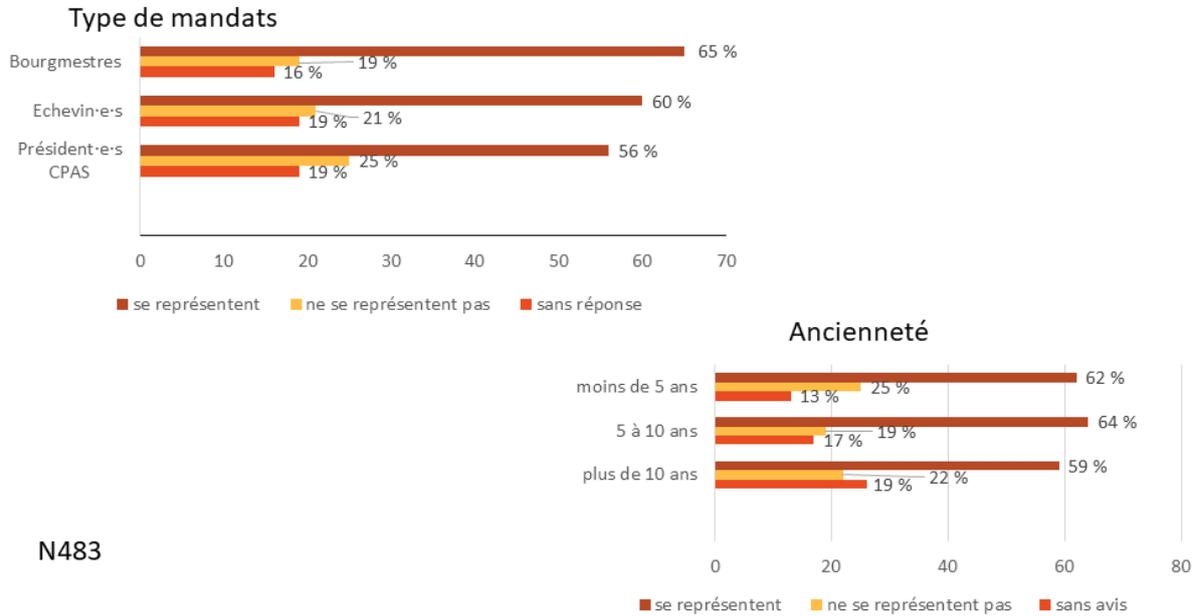
Car la démocratie locale, la démocratie, tout court, doit être alimentée par l'engagement de personnes motivées, issues de tous les horizons, de tout genre, de tout âge, de toute origine, de toutes appartenances politiques démocratiques... C'est **cet équilibre** dans la **diversité** qui fait toute la richesse de l'**engagement** politique.

Mais cet **équilibre est fragile** et s'il se rompt nous risquerons de laisser les clés de la Cité à des extrémistes, des « jusqu'au-boutistes », des « boute-feux », des « peu » compétents, etc., les meilleur·e·s étant parti·e·s, dégoûté·e·s de la politique.

De là, il n'y aura plus qu'un pas pour **renforcer la centralisation** face à des représentant·e·s communaux·ales **déconsidéré·e·s** par les autorités supérieures.

L'intention de se représenter

Focus sur les types de mandats et l'ancienneté



© Dedicated 2023



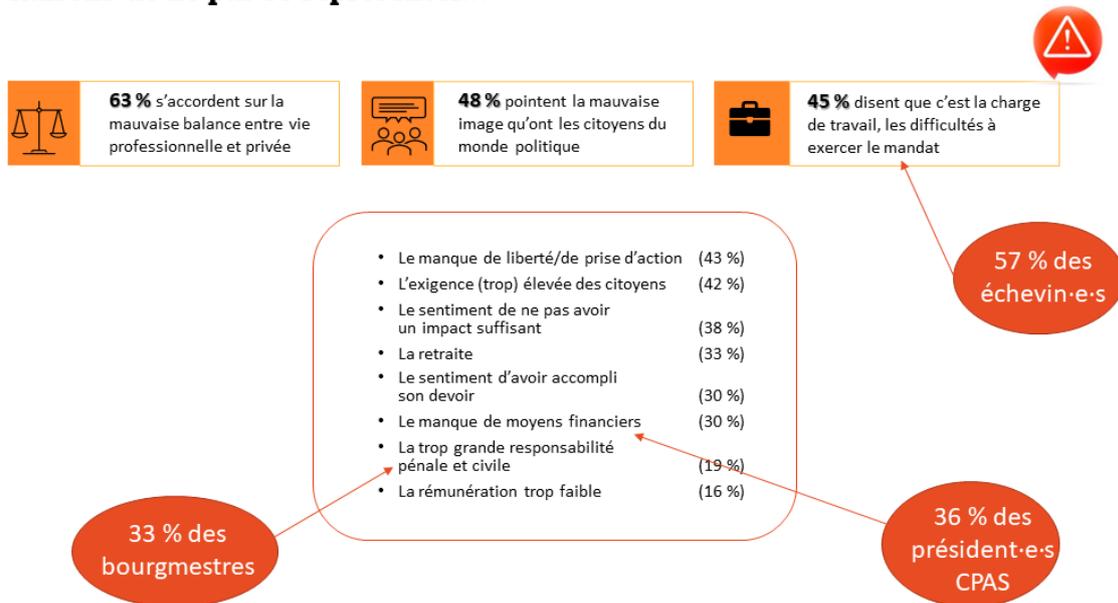
24

Si on se penche sur les 61 % de mandataires qui entendent se représenter aux élections, on constate :

- que les **bourgmestres** sont plus prompts à souhaiter « remplir » que les présidents de CPAS ;
- et que les mandataires dont le mandat a plus de 10 ans envisagent davantage que les « plus jeunes » de renoncer.

## L'intention de se représenter

### Raisons de ne pas se représenter...



© Dedicated 2023

Union des Villes et Communes de Wallonie asbl

En partenariat avec le bureau d'études indépendant DEDICATED

25

Penchons-nous maintenant sur les **raisons de ne pas se représenter**.

Vient en tête, le **mauvais équilibre entre vie privée et vie professionnelle** (pour 63 %). La **mauvaise image** qu'ont les citoyen·ne·s du monde politique en général pèse également (pour 48 %). Enfin, la **charge de travail** est pointée du doigt (pour 45 %).

D'autres raisons sont également invoquées, je vous les livre ici :

- le manque de liberté/de prise d'action (43 %)
- l'exigence (trop) élevée des citoyen·ne·s (42 %)
- le sentiment de ne pas avoir un impact suffisant (38 %)
- l'envie de prendre sa retraite (33 %)
- le sentiment d'avoir accompli son devoir (30 %)
- le manque de moyens financiers (30 %)
- la trop grande responsabilité pénale et civile (19 %)
- la rémunération trop faible (16 %).

Nous avons pointé quelques singularités.

En ce qui concerne la **charge de travail**, ce sont les échevins qui s'estiment les plus surchargés (57 % contre une moyenne de 48 %).

La **responsabilité pénale et civile** pèse visiblement plus lourdement sur les épaules des bourgmestres (33 % contre une moyenne de 19 %), ce qui est logique vu les missions en propre qui sont les siennes.

Enfin, les présidents de CPAS souffrent davantage du **manque de moyens financiers** (36 % contre une moyenne de 30 %).

## L'intention de se représenter

## Raisons de ne pas se représenter pour les dames, pour les messieurs



- La balance entre vie professionnelle et vie privée (74 %)
- Charge de travail (50 %)
- L'exigence élevée des citoyens (50 %)
- Le sentiment de ne pas avoir un impact suffisant (48 %)



- La balance entre vie professionnelle et vie privée (55 %)
- Charge de travail (42 %)
- L'exigence élevée des citoyens (37 %)
- Le sentiment de ne pas avoir un impact suffisant (32 %)

Si nous mettons en avant la comparaison « **femmes/hommes** », nous constatons que l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, la charge de travail, l'exigence élevée des citoyen·ne·s et le sentiment de ne pas avoir un impact suffisant sont beaucoup plus prégnants chez les élues que chez les élus.

L'écart le plus fort concerne l'**équilibre vie privée/vie professionnelle**, puisque les dames pointent cette raison de ne pas se représenter à 74 %, contre 55 % chez les messieurs.

Cet écart de quelque 20 % est sans doute le signe qu'il y a encore beaucoup à faire pour l'égalité homme/femme en politique.

Enfin, nous avons demandé aux élu·e·s de se projeter dans l'avenir et de nous livrer leur sentiment sur **L'ATTRACTIVITÉ DU MANDAT LOCAL, demain**

## L'attractivité du mandat local



**75 %**

des élu·e·s pensent que  
le mandat local ne suscitera plus  
de vocation durable



N 483

Observation selon le mandat et l'ancienneté

Bourgmestres	→ 77 %	<5 ans	→ 75 %
Echevin·e·s	→ 78 %	5 à 10 ans	→ 73 %
Président·e·s CPAS	→ 62 %	>10 ans	→ 76 %

© Dedicated 2023



En partenariat avec  
le bureau d'études  
indépendant

DEDICATED

27

Pour l'UVCW, la réponse est lourde de sens : pour **75 % des élu·e·s ayant répondu**, le mandat d'élue local·e **ne suscitera plus de vocation durable à l'avenir**.

Les bourgmestres (à 77 %) et les échevin·e·s (à 78 %) sont les plus pessimistes.

Les président·e·s de CPAS affichent encore un certain optimisme (67 %).

Notons qu'il n'y a pas de différence notable entre les dames et les messieurs sur cette question.

## EN GUISE DE CONCLUSION

Les résultats de notre enquête soufflent un peu le chaud et le froid.

Certes, les listes électorales se rempliront encore pour les élections de 2024... et ce sera déjà difficile, mais l'opération se renouvellera-t-elle encore sans (grand) mal à la mandature suivante ?

C'est donc un réel **signal d'alarme** que nous tirons ici avec nos résultats.

Les élu·e·s, bourgmestres, échevin·e·s, président·e·s de CPAS sont **toujours animé·e·s du sens du devoir**.

Ils et elles sont **fier·ère·s de leur mandat** qui continue à **faire sens à leurs yeux**.

Mais les élu·e·s deviennent **fatigué·e·s**, leur motivation, leur enthousiasme s'érodent sur les crises, la bureaucratie imposée d'en haut, le manque de moyens (financiers et humains), les réseaux sociaux qui sapent et donnent plus de crédit à un influenceur qu'à un·e élu·e animé·e par le souci de l'intérêt général.

Être femme ou homme politique aujourd'hui **est bien plus difficile qu'hier**.

Mais si l'on souhaite garder, demain, toute la vivacité de la démocratie locale, il faut se retrousser les manches et **renforcer d'urgence les élu·e·s locaux·ales à l'horizon 2024**.

Il nous paraît évident que c'est par le travail de proximité que la **confiance pourra être restaurée** entre l'homme politique et la population et qu'un nouveau « **pacte sociétal** », avec l'ensemble de la population, pourra se dessiner.

**Mais alors, arrêtons de saccager les élu·e·s et de décourager complètement les vocations !**

Au départ de notre enquête, nous avons des **messages** (et des **pistes** - cf. article de Michèle Boverie ci-après).

**Ces messages, l'Union des Villes et Communes de Wallonie les adresse :**

**Aux élu·e·s** : soyez irréprochables et transparent·e·s. Dégagez du temps pour vous former, ravivez la démocratie participative, armez-vous contre les dérives des réseaux sociaux et ne vous laissez pas faire lorsque vous êtes attaqué·e·s

**Aux citoyens** : intéressez-vous à la gestion de l'intérêt général et aux missions de vos élu·e·s, revenez au conseil communal et ne sombrez pas dans les dérives des réseaux sociaux

**Aux partis politiques (et à leurs présidents)** : chérissez vos élu·e·s locaux·ales, ce sont elles/eux qui sauront réconcilier le citoyen et la politique

**Au législateur (et donc aux député·e·s et aux président·e·s d'assemblée)** : légiférez pour protéger l'exercice du mandat local, il en va de l'équilibre sociétal qui profite à chacun·e

**À la justice** : facilitez aux élu·e·s la possibilité de poursuivre les auteur·e·s de délits à leur rencontre, et notamment celles/ceux qui se réalisent via les réseaux sociaux

**Aux assureurs** : facilitez également la saisie de la justice par les élu·e·s en leur proposant des assurances de défense en justice qui les soutiennent

**Aux autorités supérieures belges** (Région wallonne, Gouvernement fédéral, etc.) : améliorez le statut des mandataires pour garder le mandat intéressant et susciter des vocations ; réformez en profondeur la fonction publique locale pour la rendre plus attractive ; arrêtez la bureaucratie ; simplifiez et soutenez les pouvoirs locaux (soutien financier et soutien logistique, notamment pour les aider à mutualiser)

**À l'Europe** : régulez les réseaux sociaux et maîtrisez l'intelligence artificielle lorsqu'elle sert la tromperie, la désinformation et la déstabilisation

**À la presse** : mettez en avant ce qui va bien, les bonnes pratiques et les réussites des élu·e·s locaux·ales ; gardez-vous du bashing politique gratuit pour faire de l'audience

**À... l'Union des Villes et Communes de Wallonie** : portons haut et fort les revendications de nos élu·e·s, leur cri d'alarme, pour que la démocratie locale se renforce à l'horizon 2024 !